

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 01 décembre 2021 N° 480 PRIX : 0,60 Euro

Troupes françaises hors d'Afrique !



Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Troupes françaises hors d'Afrique !

Pages 3 à 5 : **Mali**

▶ Derrière la CÉDÉAO, c'est l'impérialisme français qui veut faire plier la junte militaire

▶ Secteur bancaire : la grève continue

▶ Flambée des prix : le gouvernement cherche des boucs émissaires

Page 5 : **Sénégal**

▶ Crainte d'une révolte populaire et arrestations d'opposants

Page 6 : **Éthiopie-Tigré**

▶ Guerre entre cliques rivales

Page 7 : **Madagascar**

▶ Incurie de l'État dans le domaine des infrastructures et cadeaux aux patrons

Page 8 **Mayotte**

▶ Fin de la départementalisation, mais continuité du sous-développement

Pages 8-9 : **Afrique**

▶ Aggravation de l'extrême pauvreté

Pages 9-10 : **Martinique et Guadeloupe**

▶ Dans la révolte populaire, ce sont les intérêts des travailleurs et des masses pauvres qui doivent prévaloir

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

Au Mali au Burkina Faso et au Niger, les trois pays sahéliens que l'impérialisme français prétend protéger contre les groupes terroristes, le nombre de personnes manifestant leur hostilité à la présence des troupes françaises augmente de jour en jour. Un convoi d'une centaine de camions de l'armée française parti de Côte d'Ivoire à destination de Gao, au Mali, en traversant le Burkina Faso et le Niger, en a fait les frais. Il a été bloqué plus d'une semaine au Burkina Faso par des manifestants qui lui ont barré la route à Bobo Dioulasso, puis dans la capitale Ouagadougou et surtout à Kaya où il a été immobilisé durant plusieurs jours. Il y a eu des affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre burkinabè venues au secours de la centaine de soldats de la force Barkhane accompagnant le convoi. Ces affrontements se sont soldés par plusieurs blessés graves parmi les manifestants et probablement des morts mais dont le nombre est volontairement caché par le gouvernement burkinabè qui craint d'être emporté par une contestation populaire de plus en plus forte. Celle-ci a commencé depuis plusieurs semaines et se renforce chaque jour à cause de l'incapacité du régime de l'État Burkinabè à faire face aux groupes armés terroristes qui au cours des six dernières années ont fait plus de 2 000 morts et 1,4 million de déplacés.

À peine entré au Niger, le convoi a été accueilli par de nouveaux manifestants et de nouveaux barrages. Dans la ville de Téra, les affrontements ont fait officiellement 3 morts et au moins 18 blessés dont 4 graves. Le régime du président nigérien Mohamed Bazoum s'attend à d'autres manifestations contre les troupes françaises et en même temps contre son régime à la solde de l'ancienne puissance coloniale. L'armée et la police ont été mobilisées pour réprimer violemment la contestation mais celle-ci ne semble pas faiblir.

Au Burkina Faso, les manifestations de rue ont continué, y compris après le passage du convoi. Les manifestants, à Ouagadougou mais aussi dans les villes de l'intérieur, continuent de réclamer le départ des troupes françaises mais aussi du président actuel Roch Marc Christian Kaboré. Celui-ci a fait couper le réseau internet, croyant que cela mettrait fin à la mobilisation mais cette décision n'a fait qu'augmenter la colère contre son régime.

Au Mali aussi le sentiment d'hostilité à l'égard des troupes françaises progresse. De nombreuses manifestations regroupant plusieurs milliers de personnes ont eu lieu

ces dernières semaines à Bamako. Comme au Burkina Faso et au Niger, les manifestants crient : « Armée française dégage ! », « Libérez le Sahel ! ».

Oui, l'armée française doit quitter le sahel mais aussi les autres pays du continent africain où elle a ses bases permanentes, car contrairement à ce que prétendent les dirigeants qui se succèdent à la tête de l'État français, ces forces ne sont pas là

pour protéger les populations africaines du terrorisme ou contre on ne sait quelle invasion, mais surtout pour protéger les intérêts de la bourgeoisie française dans ses anciennes colonies. Cette présence militaire française sert aussi à protéger les régimes dictatoriaux africains qui acceptent de jouer le rôle de garde-chiourmes de l'impérialisme français dans leur pays, à les aider à écraser les révoltes qui mettraient en cause l'ordre établi.

Mali

DERRIÈRE LA CÉDEAO, C'EST L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS QUI VEUT FAIRE PLIER LA JUNTE MILITAIRE



29 Octobre 2021 à Bamako : rassemblement de soutien au colonel Assimi Goïta

Le 7 novembre dernier, les dirigeants de la CÉDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ont décidé d'infliger une sanction au gouvernement malien, en accusant celui-ci de ne pas respecter l'engagement de tenir l'élection présidentielle en février 2022.

150 personnes, dont 27 membres du gouvernement, le Premier ministre Choguel Maïga, et 121 membres du Conseil national de la transition, ont l'interdiction de voyager au sein des pays membres de la CÉDEAO et leurs avoirs financiers ont été gelés. Cependant, le chef de la junte, Assimi Goïta et son ministre des Affaires étrangères ne figurent pas sur la liste des sanctionnés.

Cette sanction a été présentée par les médias comme une initiative de la CÉDEAO, mais cette institution n'est qu'une chambre

d'enregistrement de l'impérialisme français qui a décidé d'accentuer la pression sur la junte malienne depuis que le premier ministre malien a critiqué devant l'assemblée générale de l'ONU la politique de la France au Mali et au sahel. Le président français affirme ainsi que le Mali est la chasse gardée de l'État français et qu'il n'acceptera pas la présence des mercenaires de la société Wagner au Mali. Le non respect de la date des élections n'est qu'un prétexte.

De leur côté, les partisans du colonel Assimi Goïta tentent de mobiliser la population malienne en organisant un peu partout des meetings de soutien à la junte. Ils essaient de galvaniser les gens en tenant des discours nationalistes et en expliquant que si les deux tiers du territoire nationale échappent au contrôle de l'État malien c'est à cause du fait que les troupes de Barkhane ne sont pas là pour aider le Mali mais pour d'autres intérêts, notamment pour mettre la main sur les richesses du sous-sol malien.

En effet, les troupes françaises ne sont pas au Sahel pour protéger les populations contre les groupes terroristes mais pour assurer le contrôle de l'impérialisme français sur ses anciennes colonies, pour lui permettre de continuer à piller les richesses naturelles et exploiter les populations au profit de grandes sociétés capitalistes françaises. Mais les troupes maliennes ne sont

pas là non plus pour protéger les populations. Bien au contraire, elles ont été créées, tout comme l'État malien, pour op-

primer la population et l'empêcher de se révolter contre la misère, contre l'exploitation et la dictature.

Mali

SECTEUR BANCAIRE : LA GRÈVE CONTINUE

Le 27 octobre dernier, les employés de banque ont observé une grève de 72 heures pour obtenir des augmentations de salaires, l'embauche des intérimaires et des prestataires, la réintégration de leurs camarades licenciés, entre autres. Les patrons de ces banques se sont concertés et ont refusé de céder aux revendications. Ils croyaient que les grévistes allaient reprendre le travail. Malheureusement pour eux, le mouvement a été reconduit pour 72 heures de plus et les travailleurs ont été encore plus déterminés, ils ont renforcé les piquets de grève devant les portes d'entrées des établissements.

Au bout de 6 jours, ils ont suspendu leur mouvement pour permettre aux clients des banques, notamment aux salariés, d'encaisser leurs salaires, tout en avertissant leurs directions qu'ils allaient reprendre la grève si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

Le 23 novembre, n'ayant pas obtenu satisfaction malgré les rencontres avec les autorités politiques qui ont tenté de défendre la cause des banquiers, les travailleurs ont déclenché une nouvelle grève de 72 heures reconductible. Dès le premier jour, 13 banques sur les 14 que compte le pays, ont été touchées. Seuls les distributeurs automatiques de billets ont fonctionné. Les employés sont restés soudés malgré les pressions venant des dirigeants de leurs établissements et du gouvernement.

Certains médias se sont faits les avocats des banquiers en accusant les grévistes de prendre en otage la clientèle des banques et en demandant au gouvernement de mettre fin à cette situation de blocage. Mais les grévistes n'ont pas été intimidés par cette manœuvre, ils ont répondu que s'il y a un blocage, la responsabilité est à chercher du côté des employeurs et des autorités politiques de tutelle.

La crainte du gouvernement malien est que ce mouvement de grève s'étende à d'autres secteurs, dans le public comme dans le privé, car les employés de la banque sont loin d'être les seuls à souffrir des bas salaires, du travail précaire et du mépris patronal. Leur grève pourrait en effet servir d'exemple à d'autres et donner du fil à retordre au pouvoir et aux grands patrons du pays.



La Banque malienne de solidarité (BMS) annonce un bénéfice de 10,4 milliards de FCFA au 2ème trimestre 2021 (soit une hausse de 50% par rapport à 2019) et c'est avec mépris qu'elle rejette les légitimes revendications de ses employés.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

FLAMBÉE DES PRIX : LE GOUVERNEMENT CHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES

Pour la 3^{ème} fois depuis le mois d'avril dernier, la hausse des prix frappe les couches populaires maliennes. Les prix des denrées alimentaires de base ne cessent de grimper alors que les salaires des travailleurs ne bougent pas, de même que les revenus de toutes les autres catégories populaires qui vivent de leur travail. Le kilo de riz est passé de 375 à 450 Francs. Le litre d'huile qui était à 800 Francs est monté à 1 200 FCFA. La portion de viande de bœuf que l'on achetait au détail à 300 Francs est aujourd'hui à 400 Francs, la baguette de pain qui se vendait à 275 Francs est passée à 300 Francs, etc.

Devant le mécontentement qui se fait de plus en plus entendre dans les marchés et dans les quartiers, le gouvernement a sorti un décret annonçant un plafonnement des prix du riz, de l'huile, du sucre et du pain en menaçant de sanctionner les commerçants qui ne respecteraient pas cette décision. Quelques jours après, le constat est simple : les prix n'ont pas diminué d'un franc. Des mères de familles allant faire leurs achats, ont même constaté que dans certains endroits ces produits sont devenus encore plus chers.

Les autorités politiques montrent du doigt les petits détaillants qui ne respectent pas les consignes alors que les grossistes chez qui ils vont s'approvisionner, ne se gênent pas pour faire monter leurs prix de vente.

À défaut de s'en prendre aux gros requins de l'importation qui sont de mèche avec lui, le gouvernement cherche tout simplement des boucs émissaires parmi les petits boutiquiers. Cela finira par se retourner contre lui.



Du fait de l'augmentation du prix de la farine, le prix de la baguette largement consommée par la population, est passé de 275 à 300 francs. Le gouvernement a demandé aux boulangers de faire marche arrière alors que les grossistes n'ont pas baissé le prix de la farine.

Sénégal

CRAINTE D'UNE RÉVOLTE POPULAIRE ET ARRESTATIONS D'OPPOSANTS

À l'approche des élections municipales et départementales du 23 janvier 2022, le président sénégalais Macky Sall veut faire place nette pour que son parti remporte haut la main ces élections. Tous les prétextes sont bons pour bâillonner ceux qui veulent exprimer dans la rue leur mécontentement contre sa politique.

Le 10 novembre dernier, trois figures de l'opposition Barthélémy Dias, Ousmane Sonko et Malick Gakou, ont été arrêtés sans qu'aucune charge ne soit retenue à leur encontre. Cela a provoqué une série de mani-

festations dans la capitale : pneus enflammés, circulation bloquée, affrontements avec la police, etc. À la fin de la journée, le gouvernement a annoncé la libération des emprisonnés et les manifestants se sont dispersés.

Plus que les partis d'opposition, ce que craint avant tout le pouvoir c'est que la population sorte dans la rue pour crier sa colère contre la flambée des prix des denrées et des loyers, contre les bas salaires et plus généralement contre le chômage et la misère qui s'aggravent. Les émeutes qui ont

secoué le pouvoir au mois de mars dernier sont encore présentes dans les mémoires et peuvent de nouveau ressurgir car les causes

qui les ont provoquées n'ont pas disparu, bien au contraire.

Éthiopie-Tigré

UNE GUERRE ENTRE CLIQUES RIVALES

Le 7 novembre les dirigeants éthiopiens ont organisé à Addis Abeba un grand rassemblement sur la place de Meskel. Cela a attiré plusieurs dizaines de milliers de personnes et galvanisé la population pour la guerre contre le Tigré. En même temps ils ont appelé les jeunes à renforcer les rangs de l'armée dans la guerre. C'est de la chair à canon. On constate qu'Abiy Ahmed, le premier ministre, a acquis une certaine popularité auprès des habitants de la capitale.

Ce conflit armé a démarré il y a un an lorsque les dirigeants du Tigré ont décidé de se proclamer autonomes par rapport au reste du pays. Le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) a l'avantage de posséder une force militaire expérimentée sans compter que les officiers tigréens qui étaient majoritaires dans l'ensemble des armées éthiopiennes, ont rejoint l'armée tigréenne dans ce conflit.

De ce fait, par manque flagrant d'officiers expérimentés, Abiy a demandé aux vétérans de sortir de leur retraite pour servir dans l'armée fédérale. Il a pris des mesures comme l'instauration du couvre-feu pour augmenter son pouvoir. La police arrête à Addis Abeba tous ceux qui sont d'origine tigréenne. Ces derniers évitent même de parler leur langue dans les rues de la capitale. D'autre part leurs richesses immobilières et bancaires sont confisquées. Les communications sont coupées dans une grande partie du nord de l'Éthiopie et l'accès des journalistes y est interdit. Après avoir bombardé Makalé, la capitale de cette région, les frappes aériennes ont visé l'ouest et le nord du Tigré. Les raids aériens ont touché des cibles variées parmi lesquelles des hôtels, des usines textiles ou de matériels de construction. Dans cette

situation, Abiy profite des liens qu'il a avec les dirigeants de l'Érythrée pour encercler le Tigré.

Cette guerre a fait des dizaines de milliers de victimes parmi la population du Tigré et de la région d'Amhara, provoquant l'exode de la population vers le Soudan et le reste de l'Éthiopie. Dans les rues d'Addis Abeba, des milliers de jeunes hommes et de femmes errent avec des enfants dans les bras.

Les États occidentaux ont condamné Abiy en l'accusant de génocide et ont décidé de rapatrier leur personnel diplomatique. Le président des États-Unis a menacé de mettre fin à un accord commercial avec l'Éthiopie. De son côté, le dirigeant éthiopien réagit en renforçant son discours nationaliste du genre : « l'Éthiopie n'est pas une colonie mais un État indépendant et ne reçoit pas d'ordres des occidentaux ».

À l'heure actuelle l'armée tigréenne est en train de progresser vers Addis Abeba. Elle est à Kombolcha, à environ 250 km de la capitale. Il est difficile de prévoir la suite des événements.

Dans ce conflit qui oppose l'Éthiopie au Tigré, les travailleurs dans les usines, les petits paysans dans les champs, ne manifestent pas le besoin de rejoindre l'armée fédérale. Ils affrontent quotidiennement la misère et l'exploitation. Ils n'ont pas de frontières ni d'État à défendre. Leurs ennemis ce ne sont pas ceux qui habitent de l'autre côté de la frontière et qui vivent dans la même situation qu'eux, mais ceux qui les exploitent et les oppriment, quelles que soient leur ethnie ou leur nationalité.

INCURIE DE L'ÉTAT DANS LE DOMAINE DES INFRASTRUCTURES ET CADEAUX AUX PATRONS

Comme chaque année à pareille époque, la population pauvre s'apprête comme elle peut à faire face à la saison des pluies qui est en train de commencer. Ensuite il faudra affronter les tempêtes et les vents cycloniques.

Du côté du gouvernement, c'est le laisser aller qui prévaut. Il continue à laisser les gens se débrouiller par eux-mêmes et s'avère incapable de pourvoir aux besoins de la population en termes d'habitat, en termes de réfection des voies publiques, de réparation des routes et ponts dégradés depuis des années.

Par exemple un des grands axes routiers du pays en l'occurrence la RN4 qui relie Antananarivo à Mahajanga, est tellement dégradé surtout au niveau des ponts et viaducs, qu'il faut parfois plusieurs jours pour relier ces deux villes. Les structures métalliques des rambardes pour protéger le passage des véhicules et des piétons sont dans un tel état que des véhicules chargés de passagers ainsi que des charrettes basculent parfois dans le vide, faisant des morts et des blessés. Même les grands ponts qui enjambent les fleuves Betsiboka et Kamora sont dans un état piteux.

Des délégations de chefs des Fokontany (communautés régionales) font périodiquement le déplacement à la capitale pour faire en sorte que les pouvoirs publics écoutent leurs doléances et remédient de façon pérenne à cette situation catastrophique. Des rafistolages ponctuels et au compte gouttes s'effectuent, puis la situation se dégrade à nouveau.

Les journaux du pays relatent ces situations dramatiques, mais certains d'entre eux assez liés aux pouvoirs publics dédouanent complètement ceux-ci. Par exemple le journal « L'Express de Madagascar » dans son édition du 11 novembre dernier affirme sans états d'âme que tout cela est de la

faute des « vandales et voleurs (qui) ne laissent rien et arrachent tout ».

A l'autre bout du pays la situation n'est pas meilleure. La rivière Fiherena déborde périodiquement de son lit. A cause de la faiblesse d'une digue et de l'inexistence de canaux d'évacuation des eaux, les habitations des villages en contre bas ainsi que ceux des faubourgs de Toliara (chef lieu de province), sont chaque année plongées dans les eaux boueuses porteuses de maladies et de mort.

L'État prétend qu'il n'y a pas assez d'argent dans ses caisses pour répondre aux besoins de la population. Pourtant il ne refuse rien aux nantis qui exploitent sans vergogne les travailleurs. Dans le projet de loi des finances sur les « Zones Franches » c'est-à-dire les endroits dans lesquels les patrons bénéficient de conditions fiscales particulièrement avantageuses pour eux, il est affirmé que ceux-ci continueront à bénéficier d'une « période de grâce » pouvant aller jusqu'à 10 ans. Cependant, la Direction Générale des Impôts, dans le but de renflouer un peu les caisses de l'État en cette période de raréfaction de ses recettes a proposé que la réduction fiscale de 75% qui s'applique à eux par rapport aux investissements, soit portée à 25%. H.L Rakotoarisoa le président des patrons de ces zones a vite élevé le ton contre ce projet qu'il estime inacceptable. Une fois de plus la Direction générale des impôts a annoncé qu'elle ne maintiendrait pas son projet en l'état et qu'elle le réviserait sur les points contestés par le représentant patronal.

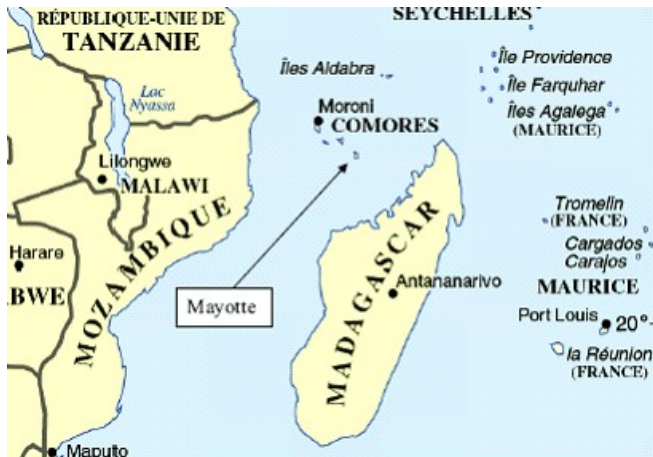
Les exigences patronales et la soumission des pouvoirs publics à leur égard ne s'arrêteront pas par un coup de baguette magique. À plusieurs reprises dans le passé les travailleurs et les classes pauvres de Madagascar ont fait preuve de conscience, de détermination et d'organisation face aux attaques et à l'arrogance patronales. La dé-

gradation sans répit de la situation des travailleurs s'ajoutant à celle des infrastructures vitales pour la survie des classes

pauvres, constituent un mélange détonnant dont devraient se méfier les patrons et les gouvernants à leur service.

Mayotte

FIN DE LA DÉPARTEMENTALISATION, MAIS CONTINUITÉ DU SOUS-DÉVELOPPEMENT



Les deux ministres de l'Outremer et de l'Intérieur Sébastien Lecornu et Gérald Darmanin, ont annoncé dans un article du journal Le Monde du 9 novembre dernier la fin du processus de départementalisation de Mayotte pour 2031, 101^e département français depuis 2011.

Il faudra donc attendre encore 10 ans avant que les Mahorais puissent prétendre au même montant du Smic (salaire minimum), aux mêmes allocations sociales que celles qui sont appliquées dans le reste de la France.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les gouvernements qui passent ne sont

pas pressés de déboursier quelques malheureux euros supplémentaires pour rehausser un petit peu le niveau de vie des classes populaires mahoraises. Et puis en cette période préélectorale en France, le gouvernement cherche à courtiser l'électorat de droite et d'extrême droite en durcissant les conditions d'accès à la nationalité française pour les enfants nés à Mayotte de parents étrangers (ils sont généralement originaires des îles Comores voisines).

Mais département à part entière ne signifie pas pour autant développement du département le plus pauvre de France.

En effet, alors qu'en métropole l'État diminue ses investissements dans les services et infrastructures utiles à la population, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il mette l'argent nécessaire pour créer des hôpitaux, des écoles, des logements, des routes en nombre suffisant. Amener l'eau potable dans chaque foyer mahorais ou encore réaliser des travaux d'assainissement sont des choses qui devraient faire partie d'un programme d'urgence si les autorités voulaient réellement rompre avec le sous-développement, vestige de l'époque coloniale.

Afrique

AGGRAVATION DE L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Dans un livre intitulé «Atlas de l'Afrique AFD», l'Agence française de développement (AFD) affirme que ce continent concentre plus de 60% des individus extrêmement pauvres de la planète et ce taux devrait grimper à 90% en 2030. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que

l'Afrique n'en concentrait que 25% il y a une trentaine d'années.

Rien qu'au cours de l'année 2021, 150 millions de personnes supplémentaires auraient basculé dans cette funeste catégorie d'extrême pauvreté à cause entre autres de la limitation des déplacements consécutifs à

la pandémie de Covid-19. D'importants territoires ont été enclavés, augmentant ainsi les inégalités et la pauvreté dans ces zones.

De son côté le Programme alimentaire mondial (PAM) un organisme lié à l'ONU, annonce que le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé les 45 millions dans le monde, alors qu'il était de 27 millions en 2019. Cet organisme encourage les milliardaires à faire des dons.

Quelques riches tels que Bill Gates et Jeff Bezos seraient prêts à mettre la main à la poche au profit de fondations de lutte contre le réchauffement de la planète. En l'occurrence il s'agit de fondations qui leur appartiennent. C'est conforme à l'adage qui dit : « Charité bien ordonnée commence par soi-même ». Elon Musk un autre personnage riche dont la fortune est estimée à 300

milliards de dollars, veut bien consentir à verser des sommes au PAM à condition que celui-ci explique comment cet argent sera dépensé.

De toute façon, ces généreux donateurs jouent les philanthropes avec l'argent qui n'est pas le leur. Car ces fortunes concentrées entre leurs mains ne sont pas tombées du ciel. Elles proviennent de l'exploitation de centaines de milliers de salariés qui suent sang et eau dans les firmes multinationales dont ils sont les principaux actionnaires.

Pour en finir avec les calamités telles que les famines et le réchauffement climatique, il faudra exproprier les capitalistes car ce sont eux ainsi que leur ordre social qui sont les principaux responsables des maux dont souffre l'humanité et la planète.

Martinique et Guadeloupe

DANS LA RÉVOLTE POPULAIRE, CE SONT LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES PAUVRES QUI DOIVENT PRÉVALOIR

(Nous reproduisons ci-dessous, l'éditorial du journal Combat Ouvrier daté du 30 novembre 2021 et publié aux Antilles françaises pas l'organisation du même nom)

La révolte populaire en Guadeloupe et en Martinique a été déclenchée suite à la suspension d'environ 2000 travailleurs de la santé et assimilés, de pompiers, parce qu'ils ne veulent pas se faire vacciner. Elle est partie suite au mot d'ordre de grève générale des syndicats et de certaines organisations politiques du mouvement ouvrier. Du coup, la lutte dépasse maintenant la revendication de l'obligation vaccinale et du passe sanitaire. Cette revendication demeure mais la révolte actuelle exprime la colère des travailleurs, de la population, de la jeunesse les plus pauvres. Il s'agit d'une explosion sociale des pauvres !

Comment vivre avec le chômage de masse, les aides sociales qui sont une aumône, avec une retraite de 500 euros, avec des salaires au mieux, pour la majorité, de 1 200 euros ? Avec l'empoisonnement aux pesticides, avec une hausse des prix énorme, ceux de l'essence, de l'alimentation, du gaz domestique, avec le manque d'eau courante et saine ?

Il y a des gens qui n'ont rien et d'autres qui ont tout dans ces deux îles. Ceux qui ont tout, c'est la classe bourgeoise, ce sont les gros propriétaires aux villas cosues avec leurs gros bateaux de plaisance et leurs voitures à plus de 50 000 euros, ceux

qui vont acheter avec caddy plein dans les épiceries fines très chères. Pas loin, des « épiceries solidaires » se remplissent toujours plus de pauvres. La classe des gros possédants vit richement de l'exploitation des travailleurs et du peuple pauvre. Un certain nombre d'entre eux tirent leur fortune originelle de l'exploitation esclavagiste.

Alors, s'il y a aujourd'hui des groupes de jeunes qui tirent à balles réelles sur les gendarmes, il n'y a pas de quoi s'en étonner ! Ces jeunes sont les damnés de la terre. Ils estiment ne plus rien avoir à perdre, même pas leur vie ! Une vie sans rien, sans espoir, vide !

Le gouvernement, par la voix du ministre des Outre-mer, déclare qu'il est prêt à discuter d'autonomie. Depuis quelques jours, c'est cette petite musique que commencent à nous chanter certains notables et nationalistes extérieurs à la révolte populaire actuelle. Voilà une de leurs réponses à l'explosion de colère actuelle. C'est une réponse à la classe politique, aux notables, pas aux masses pauvres en lutte. Alors, autonomie ou autre évolution statutaire, plus de pouvoir local, mais quel pouvoir local ? Celui des notables ? De la bourgeoisie ou petite bourgeoisie antillaise ? Dans ce cas ce sera aussi le pouvoir de tous ces politiciens locaux qui rêvent de « plus de pouvoir local », de commander les travailleurs et les masses pauvres ! Avec eux au dessus ! Eux les chefs ! Eux qui constituent en permanence le personnel politique de la bourgeoisie et des gros possédants.

La meilleure façon que ce ne soient pas les notables qui profitent de la révolte des pauvres pour eux-mêmes, eh bien c'est que les travailleurs, les jeunes pauvres, la population laborieuse parviennent à transformer la force de combat qu'ils constituent aujourd'hui sur le terrain, en force politique indépendante. C'est possible aujourd'hui si la volonté politique existe. Ce sont eux les acteurs de la révolte. Ce sont eux qui doivent en être les premiers bénéficiaires. Ils ont donc intérêt, sans attendre, à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction des revendications. Ainsi, ils pourront mieux compter et faire en sorte que rien ne se décide sans eux. Ce sont eux qui se battent, ce sont eux qui tiennent les barrages et qui sont en grève. Ce sont eux qui doivent décider de leur propre sort.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

